

Avis conforme de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France, sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par la communauté d'agglomération du pays de Saint-Omer, sur la révision allégée n° 9 du plan local d'urbanisme intercommunal du pôle territorial de Longuenesse (62)

n°NOVAE 005387/KK PP

# Avis conforme

### rendu en application

#### du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégialement, le 28 octobre 2025, en présence de Philippe Gratadour, Pierre Noualhaguet, Sarah Pischiutta, Anne Pons et Martine Ramel;

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-33 à R.104-38;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe);

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 5 juillet 2024 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe);

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche du 21 janvier 2025 portant cessation de fonction et nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe);

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche du 22 août 2025 portant nomination d'un membre de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe);

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la communauté d'agglomération du pays de Saint-Omer, le 8 septembre 2025, relatif à la révision allégée n°9 du plan local d'urbanisme intercommunal du pôle territorial de Longuenesse (62) dans le cadre d'une déclaration de projet pour la réalisation de cinq logements à Tilques;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 2 octobre 2025 ;

### Considérant ce qui suit :

- 1. la révision allégée du plan local d'urbanisme intercommunal consiste à reclasser la parcelle cadastrale AC 0323 de la commune de Tilques, actuellement en zone A, en zone UBb et à ajouter une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) pour cette parcelle en l'identifiant comme site 3 pour permettre la construction de cinq logements en béguinage pour personnes âgées sur cette parcelle, en renouvellement urbain. Cette révision implique notamment la modification du règlement graphique et du rapport de présentation et la création de l'OAP site 3 relative à l'emprise du projet;
- 2. il appartient à la collectivité de s'assurer de l'opportunité de rendre constructible un terrain à proximité d'un élevage au regard des risques de nuisances associées et des éventuelles conséquences pour l'exploitant de l'élevage concernant les possibilités d'évolution de son élevage par rapport aux contraintes réglementaires qui peuvent exister en matière de distance d'isolement des bâtiments d'élevage vis-à-vis des tiers et des terrains constructibles :
- 3. il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le Code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique;

## Rend l'avis qui suit :

La révision allégée n°9 du plan local d'urbanisme intercommunal du pôle territorial de Longuenesse n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis conforme, fait l'objet de modifications.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 28 octobre 2025

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France Son Président

Philippe GRATADOUR